



ETUDE DE MARCHE
BURKINA FASO

SOMMAIRE

I-IDENTITE DU PAYS.....	3
1-Situation Géographique.....	4
2-Le Pays En Bref.....	5
3- Indicateurs Economiques Et Démographiques.....	6
4-Situation Politique Du Pays.....	7
5-Risque Pays.....	8
6-Les Principaux Secteurs Economiques.....	9
7-Accords Bilatéraux.....	10
II/ ANALYSE DES BESOINS EN BIENS DU BURKINA FASO.....	12
III/OPPORTUNITES.....	15
1/ Mesures Législatives Et Règlementaires.....	16
2/ Opportunités D’investissements.....	17
3/Les Appels D’offres.....	22
IV/ INFORMATIONS UTILES.....	27
1/Chambre De Commerce Et D’industrie Du Burkina Faso.....	28
2/Liste Des Ministères.....	29
3/APEX Burkina Faso.....	29
4/ API Burkina Faso.....	30
5/ Direction Générale Des Douanes.....	30
6/Principaux Hôtels.....	30

I-IDENTITE DU PAYS

1/Situation Géographique :



Le **Burkina Faso** est un pays d'Afrique de l'Ouest francophone enclavé, sans accès à la mer, entouré du Mali au nord et à l'ouest, du Niger à l'est, du Bénin au sud-est, du Togo et du Ghana au sud et de la Côte d'Ivoire au sud-ouest.

2-Le Pays en Bref :

Nom complet	République démocratique et populaire du Burkina
Nom propre	Burkina Faso
Continent	Afrique
Sous-continent	Afrique Sub-Saharienne
Population	19 034 397 habitants (2016)
Superficie	274 200 km ²
Principales villes	Ougadougou, Bobo-Dioulasso, Koudougou
Langues officielles	Français
Monnaie	Franc CFA (XOF)
Nature de l'État	République
Chef de l'État	Président Roch Marc Christian Kaboré
Fête nationale	11 décembre (autonomie au sein de la Communauté française en 1958)
Codes ISO	BF, BFA
Religions	Musulmans (60.5%) - Catholiques romains (19%) - Animistes (15.3%) - Protestants (4.2%) - Autres (0.6%) - Aucune religion (0.4%)
Nombre d'aéroports	2
Membre à l'OMC	Depuis 3 juin 1995

Le Burkina Faso est un pays enclavé d’Afrique subsaharienne, à faible revenu et aux ressources naturelles limitées. La population, qui croît au rythme annuel moyen de 3 %, était estimée à près de 18,11 millions en 2015. L’économie est fortement dominée par l’agriculture qui emploie près de 80 % de la population active. Le coton est la culture de rente la plus importante, même si les exportations aurifères ont pris de l’importance ces dernières années.

3- Indicateurs Economiques et Démographiques :

* Indicateurs Economiques

indicateurs de croissance	2013	2014	2015	2016	2017 (e)
PIB (milliards USD)	12,20	12,48	11,01e	12,01	13,09
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	6,6	4,0	4,0	5,2e	5,9
PIB par habitant (USD)	722	717	615	652e	691
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	28,7	30,2	32,8	36,3	36,3
Taux d'inflation (%)	0,5	-0,3	0,9	1,6e	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-1,35	-1,00	-0,71	-0,72	-0,66
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-11,0	-8,0	-6,4	-6,0	5,0

*Indicateurs Démographiques

Population : 16,9 millions d’habitants (PNUD, 2014).

Densité : 64 habitants au kilomètre carré (Banque mondiale, 2014).

Taux de croissance démographique : 3 % (Banque mondiale, 2014).

Espérance de vie à la naissance : 56 ans (PNUD, 2014).

Taux d'alphabétisation : 29 % (PNUD, 2014).

Indice de développement humain : 0,388, 181e sur 187 (PNUD, 2014)

4-Situation Politique du Pays :

Le 29 novembre 2015, Roch Marc Christian Kaboré, candidat du Mouvement du peuple pour le progrès (MPP), a remporté l'élection présidentielle, devenant ainsi le premier civil à accéder démocratiquement au pouvoir depuis l'indépendance, deux ans après l'insurrection populaire d'octobre 2014, qui a contraint le président Compaoré à l'exil après 27 ans au pouvoir.

***Politique Intérieure**

Après être devenue une République au sein de la Communauté française, en 1958, la Haute-Volta accède à l'indépendance en 1960. La vie politique est dominée par le président Maurice Yaméogo et l'Union démocratique voltaïque, le parti unique, jusqu'à ce que la contestation n'entraîne un coup d'État, en 1966. Périodes démocratiques et renversements se succèdent par la suite. Porté au pouvoir par un coup d'État, en 1983, le capitaine Thomas Sankara exprime la volonté de réformer le pays dont il fait changer de nom de Haute-Volta à Burkina Faso. Son assassinat, en 1987, est suivi en 1991 par l'accession au pouvoir de Blaise Compaoré et l'adoption d'une Constitution qui pave à la voie à des élections multipartites dont l'opposition conteste la légitimité. Un virage vers le libéralisme économique est également amorcé au cours de la décennie, avec l'espoir d'insuffler une nouvelle vigueur à un des pays les plus pauvres du continent africain.

Au plan de l'organisation des pouvoirs, il s'agit d'un État unitaire. Le régime politique est présidentiel; le président gouverne sans nécessairement avoir l'appui de la branche législative. Le système électoral est du type proportionnel (liste). Le système partisan est généralement associé à la catégorie suivante: multipartisme.

***Politique Extérieure**

Soupçonné d'avoir soutenu le Libéria de Charles Taylor et la rébellion ivoirienne au début des années 2000, le Burkina Faso s'est ensuite imposé comme médiateur dans un certain nombre de crises ouest-africaines.

Ce fut le cas lors du dialogue inter-togolais qui a abouti à la conclusion d'un accord politique global d'août 2006, après la crise provoquée par la succession de Gnassingbé Eyadema par son fils, Faure Gnassingbé, en février 2005.

Le Burkina Faso a également joué un rôle central dans le processus de sortie de crise en Côte d'Ivoire, avec la signature de l'accord de Ouagadougou en mars 2007. Les deux pays entretiennent une relation particulière, liée à la présence d'une importante diaspora burkinabè en Côte d'Ivoire. Un traité d'amitié et de coopération a été signé en juillet 2008.

Ce rôle de médiateur a valu au Burkina Faso une reconnaissance régionale manifestée par l'élection de Blaise Compaoré à la présidence de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest et

de l'Union monétaire ouest-africaine en 2007 et 2008. Le Burkina Faso a par ailleurs été désigné membre non permanent du Conseil de sécurité en 2008 et 2009.

La nomination du ministre des affaires étrangères burkinabè, Djibrill Bassolé, comme médiateur conjoint de l'Union africaine et des Nations unies au Darfour, de juillet 2008 à avril 2011, et l'élection, en février 2012, de l'ancien Premier ministre Kadré Désiré Ouédraogo à la tête de la Commission de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, s'inscrivent dans ce contexte.

Le Burkina Faso a, à nouveau, fait office de médiateur au Mali, sur mandat de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, à la suite du coup d'État d'Amadou Sanogo en mars 2012. Les négociations entre le gouvernement malien et les groupes armés rebelles du nord du pays ont abouti à la signature de l'accord de Ouagadougou de juin 2013. À partir de juillet 2014, l'Algérie a pris la tête de la médiation, à la demande du Mali.

Le Burkina Faso est un important contributeur de troupes aux opérations de maintien de la paix, en particulier au Mali, où il déploie plus de 1 700 hommes, et au Darfour, où sont présents près de 1 000 soldats et policiers burkinabè.

Par ailleurs, le Burkina Faso est l'un des trois pays africains qui entretiennent des relations diplomatiques avec Taïwan. Après avoir reconnu la République populaire de Chine en septembre 1973, les autorités burkinabè ont retiré cette reconnaissance pour l'accorder à Taïwan. Les deux pays entretiennent une coopération au développement dynamique

5-Risque Pays :



Tableau synthétique des risques-pays

Pays	Opérations d'exportation			Investissements directs			
	Risques politiques Court terme	Risques politiques Moyen / long termes	Risques politiques Affaires spéciales	Risques commerciaux	Risques de guerre	Risques d'expropriation et du fait du prince	Risques de transfert
Burkina Faso	5	7	5	C	5	5	6

Ce tableau nous permet de tirer une information capitale liée aux risques que présente le Burkina Faso pour les exportateurs tunisiens. C'est une échelle de 1 à 7 pour les opérations d'exportation et pour les investissements directs et de A à C pour les risques commerciaux.

6-Les Principaux Secteurs Economiques :

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	78,4	5,3	13,5
Valeur ajoutée (en % du PIB)	34,2	20,2	45,6
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	-1,2	4,5	5,4

⇒ *Accélération de la croissance grâce à la stabilisation de la situation politique et la meilleure tenue des cours des matières premières*

Ralentie en 2014 et 2015 par la chute des prix des matières premières et l'instabilité politique, la croissance est repartie en 2016. En 2017, la reprise se poursuivrait, poussée par le retour des investissements (bloqués pendant la transition démocratique), particulièrement dans le secteur minier, la production aurifère dynamique et l'orientation plus favorable des prix du coton. Après avoir atteint un record de 40 tonnes d'or produites en 2016, la production devrait encore augmenter en 2017. En effet, la mise en exploitation de nouvelles mines en 2016 et 2017 devrait mécaniquement augmenter la production

POINTS FORTS

- Premier producteur de coton en Afrique
- Montée en puissance de la production aurifère (4^{ème} producteur d'Afrique)
- Membre de l'UEMOA
- Bons antécédents de politique économique et mise en œuvre de réformes structurelles
- Soutien de la communauté financière internationale (un des premiers pays à avoir bénéficié de l'initiative PPTE)

POINTS FAIBLES

- Economie fortement exposée aux aléas climatiques
- Vulnérabilité à l'évolution des cours du coton et de l'or
- Forte dépendance à l'aide extérieure
- Faiblesse des infrastructures électriques
- Pression démographique et taux de pauvreté très élevé

*** L'économie en bref**

L'année 2016 a été marquée par un retour progressif de la croissance économique grâce à l'entrée en production de nouvelles mines industrielles combinée avec une timide reprise des cours de l'or et du coton, ainsi qu'une production céréalière en hausse à la suite de la relative bonne pluviométrie. Le taux de croissance du PIB en termes réels s'est établi à 5.4% en 2016 nettement supérieur aux 4 % de 2014 et 2015, mais au-dessous de la moyenne de 6 % enregistrée au cours de la décennie 2003-2013.

La mise en œuvre de réformes fiscales et budgétaires a légèrement amélioré les finances publiques en 2016. Ces réformes ont permis d'augmenter les recettes propres à 16% du PIB en 2016 contre 14,2% en 2015. La reprise des dépenses d'investissements a été timide à 9,4% du PIB, en dessous du niveau de 14.6% du PIB de 2013. L'inflation est restée maîtrisée à 0,6% en raison de la disponibilité des céréales et de la baisse du prix à la pompe des hydrocarbures.

En dépit de l'augmentation des cours du pétrole sur le marché international, le Burkina a continué d'améliorer sa position extérieure en 2016, avec un compte courant situé à 7,6 % du PIB, contre 11,3 % en 2013. Le déficit extérieur a pu être comblé grâce aux appuis extérieurs et à la reprise des flux d'investissements directs étrangers (IDE) notamment dans le secteur des mines.

***Perspectives économiques au Burkina Faso :**

- Une croissance d'au moins 5 % est attendue en 2016, puis de 5.9 % en 2017, grâce à la reprise du sous-secteur minier et au retour à des institutions démocratiques.
- Le renforcement du dispositif sécuritaire en vue de faire face aux menaces djihadistes demeure un défi majeur pour la reprise économique, particulièrement après l'attaque terroriste de janvier 2016.
- L'urbanisation s'est accélérée au cours des dix dernières années et pourrait atteindre 35 % en 2026, alors que les villes restent insuffisamment dotées pour assurer leur gestion durable. Les perspectives économiques en 2016 sont favorables avec une croissance de 5.0 %, contre 4.8 % en 2015, grâce au retour à des institutions démocratiques issues des élections de 2015 et à la reprise des activités de production dans le sous-secteur de l'extraction. Les pressions inflationnistes devraient rester modérées, autour de 2 % en 2016 et 2017, conséquence d'une bonne campagne agricole et des faibles cours du pétrole sur le marché international.

7-Accords Bilatéraux :

La visite d'amitié et de travail de deux jours du Premier ministre tunisien, Youssef Chahed, au Burkina Faso, a été couronnée, le mercredi 5 avril 2017, par la signature d'un communiqué final témoignant de l'engagement des deux pays à renforcer leur coopération.

Les relations de coopération entre la Tunisie et le Burkina Faso ont connu un coup d'accélérateur avec la visite d'amitié et de travail du Premier ministre tunisien, Youssef Chahed. Ce séjour, effectué les 4 et 5 avril 2017, a permis au chef du gouvernement tunisien et à son homologue burkinabè, Paul Kaba Thiéba, d'aborder et

de renforcer les questions ayant trait à la coopération bilatérale (santé, formation professionnelle, agroalimentaire...), et d'examiner les sujets d'intérêt régional et international. Le communiqué final des travaux, tel que livré par le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur, Alpha Barry, au terme de la visite, en donne la quintessence. Sur le plan de la coopération bilatérale, les deux chefs de gouvernement se sont réjouis de la tenue, en septembre 2016 à Tunis, de la 7^e session de la grande commission mixte Tunisie-Burkina, sanctionnée par la signature de dix accords dans divers domaines. Ils se sont également félicités de la suppression du visa d'entrée dans leurs pays respectifs et de l'ouverture d'une représentation diplomatique tunisienne permanente à Ouagadougou la même année. La nouvelle ambassade tunisienne au Burkina, sise à Ouaga 2000, a d'ailleurs été inaugurée à la faveur de la visite de Youssef Chahed. Les deux chefs de gouvernement ont aussi salué la « tenue régulière » des rencontres entre les hommes d'affaires tunisiens et burkinabè devant permettre la croissance substantielle des flux commerciaux entre leurs pays.

Le Burkina Faso et le Tunisie viennent de signer quatre accords en vue de booster la coopération économique entre les deux pays.

Les accords portent sur la coopération entre l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA) et la CCI-BF, un renouvellement du Protocole de collaboration entre les Chambres de commerce du Burkina Faso et de la Tunisie (qui existe depuis 1994), une Convention entre les deux chambres de commerce pour l'exploitation de la plateforme Tunisia Trading, et un protocole dans le domaine de l'assurance entre l'AON Tunisie et la SONAR Burkina.